



Compte rendu de l'audience de la FSU avec Xavier RAHER le conseiller économie emploi de la ministre des outre-mer

La FSU a expliqué qu'elle comprenait la colère de la population face à l'insécurité. Il y a plus que jamais urgence à investir massivement dans les services publics pour répondre aux besoins du territoire.

Les collègues de toute la fonction publique subissent ces violences tous les jours. Dans l'éducation, les collègues à l'instar du collège de Koungou en droit de retrait en ce moment demandent des renforts en forces de l'ordre devant les établissements en permanence et sur les trajets domicile-travail. La FSU revendique l'augmentation des constructions scolaires pour absorber le nombre d'élèves sans cesse croissant et près de 10 000 non scolarisés et dans le premier degré, la nationalisation temporaire des constructions scolaires.

- Pour inciter les collègues à rester sur le territoire et d'autres à venir travailler à Mayotte, il faut en priorité agir sur **l'attractivité** des métiers. C'est la revendication majeure de la FSU, en particulier
 - **L'augmentation significative de la majoration des salaires**
 - La déconjugalisation de l'ISG
 - L'IRCANTEC pour les contractuels
 - Le passage de toute l'académie en REP+
- D'autres mesures importantes sont à prendre pour tous les agents en termes de conditions de vie
 - Alignement des minimas sociaux sur l'hexagone
 - **Santé** : indemnités journalières pour les collègues en arrêt maladie comme en métropole. Beaucoup d'agents sont obligés de partir se faire soigner à la Réunion ou dans l'Hexagone car l'offre de soins est insuffisante à Mayotte, pas assez de médecins. En plus, il y a le risque de perte de la majoration s'ils sortent du territoire
- La FSU a rappelé aussi les besoins en termes de moyens matériels et humains. Des lycées à plus de 2000 élèves, pas assez de personnels (profs, vie scolaire...).
- Il faut investir dans la jeunesse, c'est l'avenir de Mayotte. Ça ne peut se faire avec les réformes en cours dans l'éducation comme la réforme des lycées pro en particulier en terminale bac pro. Les élèves vont encore

perdre du temps scolaire alors qu'ils ont plus que jamais besoin de temps de formation, de temps scolaire.

Le conseiller nous a dit qu'il allait tout faire remonter à la ministre. Les leviers pour agir sont selon lui le projet de loi Mayotte et le CIOM (comité interministériel des outre-mer)

Suite à l'intervention de la FSU, la ministre des OM à Mayotte la Première le soir même, a validé la reprise des discussions sur **l'attractivité et la fidélisation** : *les questions d'attractivité et de fidélisation des fonctionnaires publics d'état, professeurs et forces de l'ordre ainsi que ceux de la fonction publique hospitalière devront être discutés notamment à l'occasion du projet de loi Mayotte.*